ROYAUME DE BELGIQUE. (Coordination (2)) KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre de la Défense nationale, le 18 janvier 1962, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "fixant le régime des allocations et primes dues aux militaires participant au service aérien d'une des forces armées", a donné le 14 février 1962 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 18e januari 1962 door de Minister van Landsverdediging verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot vaststelling van het stelsel der toelagen en premiën verschuldigd aan de militairen die deelnemen aan de luchtdienst van een der krijgsmachtdelen", heeft de 14e februari 1962 het volgend advies gegeven :

Le projet fixe le régime des allocations et primes dues aux militaires participant au service aérien d'une des forces armées. Il reprend la plupart des dispositions de l'arrêté royal du 26 mars 1956 modifié par l'arrêté royal du 5 avril 1957, mais en y apportant diverses modifications résultant notamment de la création d'un personnel aérien à la force navale et d'une nouvelle répartition des emplois dans les catégories du personnel navigant de la force aérienne et de la force terrestre.

\+

\+ +

Ce sont les articles 66, alinéa 1er, et 68 de la Constitution qui forment la base légale du projet.

Le premier alinéa du préambule devrait, dès lors, être rédigé comme suit :

"Vu les articles 66, alinéa 1er, et 68 de la Constitution;".

\+

\+ +

Le projet vise, en l'alinéa 2 de son préambule, "l'arrêté royal du ... relatif au personnel navigant des forces armées".

.../...

Suivant les explications qui ont été données par l'officier délégué du Ministre de la Défense nationale, le présent projet sera soumis à la signature royale en même temps que le projet d'arrêté royal relatif au personnel navigant au sujet duquel le Conseil d'Etat a donné son avis le 29 mars 1960 (L.7071). C'est ce dernier projet qui est visé dans le préambule.

Il y a lieu de noter que ce visa peut être omis; l'arrêté royal relatif au personnel navigant des forces armées ne constitue pas la base légale du projet.

\+

\+ +

Le projet, qui doit être soumis à l'accord du Ministre des Finances en vertu de l'article 6 de l'arrêté royal du 5 octobre 1961 portant organisation du contrôle administratif et budgétaire, doit, en application de l'article 24 du même arrêté, mentionner dans son préambule cet accord avec référence à sa date.

\+

\+ +

L'intitulé de la section 1ère du Chapitre 1er serait mieux rédigé comme suit :

"Section 1ère. - Dispositions générales".

\+

\+ +

.../...

L'article 2 du projet dispose :

"Article 2.-

Pour l'application du présent chapitre, les mois et les trimestres à prendre en considération sont les mois et les trimestres de l'année civile".

Une telle disposition paraît devoir également s'appliquer au régime de primes prévu par le chapitre II du projet. S'il en est bien ainsi, l'article 2 devrait trouver sa place en tête du chapitre III. Dans cette hypothèse, l'article 1er du projet pourrait être placé hors section.

+

\+ +

L'intitulé de la section 2 du chapitre 1er devrait être rédigé comme suit :

"Section 2 . Dispositions applicables aux membres du personnel navigant des cadres actifs".

Dans divers articles du projet, il est renvoyé "au tableau I annexé au présent arrêté". Comme un seul tableau est annexé au projet, il y a lieu de supprimer son numéro; cette modification de forme devrait être apportée aux articles 3, § 1er, 9, alinéas 1er et 2 , 10, alinéas 1er et 2, et 13, § 1er, alinéa 1er.

+

\+ +

.../...

L'article 3, § 2, prévoit que les allocations aéronautiques prévues par le § 1er sont remplacées par une allocation trimestrielle à taux unique d'un montant de 15.000 francs pour les membres du personnel navigant breveté de la force aérienne qui détiennent le brevet supérieur de leur spécialité aéronautique. La distinction entre le simple brevet et le brevet supérieur devrait résulter, pour éviter toute difficulté d'interprétation, de l'arrêté ministériel qui sera pris en exécution de l'arrêté royal relatif au personnel navigant des forces armées (L.7071); à la connaissance du Conseil d'Etat, le projet d'arrêté ministériel qui exécute cet arrêté et au sujet duquel il a donné son avis le 29 mars 1960 (L.7072) ne fait pas cette distinction.

\+

\+ \+

L'article 3, § 3,du projet dispose :

"§ 3. Lorsqu'au cours d'un trimestre, les bénéficiaires visés aux §§ 1er et 2 n'ont pu accomplir la totalité des prestations exigées, les intéressés peuvent prétendre au tiers ou aux deux tiers de l'allocation trimestrielle, suivant qu'ils ont accompli au moins trois ou six heures de vol".

Pour répondre exactement aux intentions du Gouvernement, il y aurait lieu de rédiger ce paragraphe de la manière suivante :

.../...

"§ 3. Lorsque les militaires dont il est question au § 1er et au § 2 n'ont pas accompli au cours d'un trimestre le nombre d'heures de vol exigé, le tiers ou les deux tiers de leur allocation trimestrielle leur sont alloués suivant qu'ils ont accompli au moins trois ou six heures de vol".

\+

\+ +

Les articles 4 et 5 règlent une même question; il est suggéré de les rédiger sous forme d'un article unique dans le texte suivant :

"Article 4.-

§ 1er. Pour les militaires du personnel navigant breveté ou du personnel navigant temporaire qui sont admis dans une de ces catégories ou qui cessent d'en faire partie à une date autre que le premier jour d'un trimestre, le droit à l'allocation ou à une fraction de celle-ci est fixé, pour le trimestre au cours duquel se situe l'admission ou le départ, de la manière suivante :

1° lorsque la fraction du trimestre comprend deux mois et une fraction de mois, l'allocation est allouée en sa totalité, pour autant que le militaire ait accompli pendant cette période au moins neuf heures de vol; s'il n'a pas accompli cette prestation, il lui est alloué les deux tiers ou le tiers de l'allocation, suivant qu'il a effectué au moins six ou trois heures de vol;

.../...

2° lorsque la fraction du trimestre comprend deux mois ou un mois et une fraction de mois, les deux tiers de l'allocation sont alloués pour autant que le militaire ait accompli pendant cette période au moins six heures de vol; s'il n'a pas accompli cette prestation, il lui est alloué le tiers de l'allocation pour autant qu'il ait effectué au moins trois heures de vol;

3° lorsque la fraction du trimestre comprend un mois ou une fraction de mois, le tiers de l'allocation est alloué pour autant que le militaire ait accompli pendant cette période au moins trois heures de vol.

§ 2. En cas de passage de la catégorie du personnel navigant élève dans celle du personnel navigant breveté ou du personnel navigant temporaire à une date autre que le premier jour du mois, les heures de vol effectuées comme membre du personnel navigant élève au cours du mois pendant lequel se situe le passage sont prises en considération pour l'application du § 1er.

§ 3. En cas de passage de la catégorie du personnel navigant breveté dans celle du personnel navigant temporaire ou vice versa, à une date autre que le premier jour d'un trimestre, toutes les prestations aéronautiques accomplies sont considérées comme prestées en qualité de membre du personnel navigant breveté pour le calcul de l'allocation due pour le trimestre au cours duquel survient le changement de catégorie".

\+

\+ \+

.../...

L'article 5 étant inséré dans l'article 4, le numérotage des autres articles du projet devrait être modifié.

L'article 6, § 2, du projet gagnerait à être rédigé comme suit :

"§ 2. Lorsque les militaires sont admis dans la catégorie du personnel navigant élève ou qu'ils cessent d'en faire partie sans passer dans une autre catégorie de personnel navigant, à une date autre que le premier jour d'un mois, l'allocation fixée au § 1er leur est allouée pour le mois au cours duquel se situe l'admission ou le départ, pour autant qu'ils aient effectué les heures de vol prévues dans ce paragraphe".

\+

\+ \+

L'article 7 du projet serait mieux rédigé comme suit :

"Article 6.-

§ 1er. Les allocations aéronautiques sont allouées aux militaires pour les périodes durant lesquelles, étant en activité de service, ils ont droit au traitement entier; le cas échéant, elles sont décomptées par jour.

.../...

§ 2. Lorsqu'au cours de la période servant de base à l'établissement du droit aux allocations aéronautiques, le membre du personnel navigant des cadres actifs est suspendu de sa catégorie, les allocations sont réduites proportionnellement à la durée de la suspension.

§ 3. Pour l'application du présent article, tous les mois sont réputés de trente jours".

\+

\+ +

L'article 8 du projet dispose :

"Article 8.-

Le Ministre de la Défense nationale peut maintenir le bénéfice des allocations aéronautiques prévues à la présente section aux membres des personnels navigants d'active qui, pour des raisons de service dûment justifiées, ou par suite d'inaptitude physique temporaire au service aérien résultant de l'exécution d'une prestation aéronautique régulièrement autorisée, n'ont pu accomplir les prestations exigées".

Une telle disposition innove en deux points.

D'une part, elle étend la compétence du Ministre suivant la réglementation actuellement applicable, ce dernier ne peut étendre le bénéfice des allocations qu'aux membres du personnel navigant rendus physiquement inaptes au service aérien à la suite d'une prestation aéronautique régulièrement commandée (arrêté royal du 26 mars 1956, article 1er, alinéa 3, qui reprenait une disposition similaire de l'arrêté du Régent du 2 mai 1950, modifié par l'arrêté royal du 6 juin 1952, article 2); le projet

permet au Ministre d'étendre le bénéfice des allocations à des membres du personnel navigant qui n'ont pu accomplir les prestations exigées "pour des raisons de service dûment justifiées".

D'autre part, l'article 8 du projet supprime l'intervention de l'inspecteur des finances dont l'avis favorable est actuellement exigé par les dispositions rappelées ci-dessus, pour que la décision d'octroyer les allocations à des membres du personnel navigant qui n'ont pas accompli les prestations exigées puisse être prise.

\+

\+ \+

L'intitulé de la section 3 du chapitre 1er serait mieux rédigé comme suit :

"Section 3 . - Dispositions applicables aux membres du personnel navigant des cadres de réserve".

\+

\+ \+

L'article 9, alinéa 1er, du projet dispose :

"Les allocations aéronautiques journalières déterminées au tableau I annexé au présent arrêté sont allouées aux membres du personnel navigant de réserve de chacune des forces armées pour chaque journée au cours de laquelle ils effectuent au moins une prestation aéronautique commandée".

.../...

Il résulte des explications données par l'officier délégué du Ministre que l'allocation est due non seulement pour des prestations effectuées dans une unité ou formation belge, mais également, comme il est prévu à l'article 3, pour le personnel breveté et temporaire et, à l'article 6, pour le personnel élève, pour des prestations effectuées dans une unité ou formation aéronautique étrangère.

Pour répondre à ces intentions, il est proposé de rédiger l'article 9 du projet de la manière suivante :

"Article 8.-

Les allocations aéronautiques journalières déterminées au tableau annexé au présent arrêté, sont allouées aux membres du personnel navigant des cadres de réserve de chacune des forces armées, pour chaque journée au cours de laquelle ils ont effectué au moins une prestation aéronautique commandée soit dans une unité ou formation aéronautique belge, soit dans une unité ou formation aéronautique étrangère".

\+

\+ +

L'intitulé du chapitre II serait mieux rédigé comme suit :

"Chapitre II. - Primes aéronautiques allouées aux membres du personnel navigant de la force aérienne".

\+

\+ +

.../...

Le liminaire de l'article 13, § 2, du projet pourrait être rédigé comme suit :

"La prime de carrière aéronautique est due:...".

L'alinéa 2 de l'article 13, § 2, du projet devrait être rédigé directement à la suite du 2° de l'alinéa 1er, sans former un nouvel alinéa.

Il gagnerait,de plus, à être rédigé comme suit :

"Lorsque la période de quinze ans prend fin à une date autre que le dernier jour d'un trimestre, la fraction de la prime de carrière due pour la partie du trimestre au cours duquel la période de quinze ans prend fin, est déterminée de la manière décrite à l'article 4".

\+

\+ +

L'intitulé de la section 3 du chapitre II pourrait être rédigé comme suit :

"Section 3 . - Prime spéciale allouée aux membres du personnel navigant des cadres de réserve de la force aérienne".

\+

\+ +

.../...

L'article 16, § 3, du projet devrait être rédigé comme suit :

"§ 3. La date initiale de la période de quinze années à considérer est déterminée de la même manière que celle fixée par l'article 12, § 1er, alinéa 2.

Entrent en ligne de compte pour la détermination de la période de quinze années, les périodes ayant donné droit à la prime spéciale prévue au présent article ainsi que les périodes ayant donné lieu au paiement de la prime de carrière aéronautique aux membres du personnel navigant breveté".

\+

\+ \+

L'article 17, § 2, du projet dispose :

"§ 2. La période de quinze années pendant laquelle les membres du personnel navigant de réserve de la force aérienne peuvent prétendre à la prime spéciale trimestrielle peut être prolongée du nombre de mois pendant lesquels ils n'ont pu y avoir droit en raison du temps de guerre.

Le Ministre de la Défense nationale détermine le temps à considérer comme temps de guerre en ce qui concerne l'octroi de cette prime".

.../...

En prévoyant que la période "peut être prolongée", l'alinéa 1er de ce paragraphe semble laisser au Ministre le pouvoir de décider quand il y aura lieu ou non à prolongation. Il ne semble pas cependant que telle soit l'intention du Gouvernement qui, dans une disposition similaire ayant trait au personnel de carrière, a prévu que la période est prolongée sans qu'il y ait lieu à appréciation quelconque de la part du Ministre (article 13, § 3).

Il y aurait lieu, dès lors, de remplacer à l'article 17, § 2, alinéa 1er, les mots "peut être prolongée" par les mots "est prolongée".

\+

\+ +

Suivant les règles de la légistique, la disposition abrogatoire doit précéder les dispositions transitoires; il s'indiquerait donc d'intervertir les articles 18 et 19 du projet.

\+

\+ +

Le projet produisant ses effets le 1er janvier 1962, il y aurait lieu de rédiger le début de l'article 18 du projet de la manière suivante :

"Pendant la période du 1er janvier 1959 au 31 décembre 1961, le régime ...".

\+

\+ + .../...

Les articles 19 et 20 du projet devraient être rédigés comme suit :

"Article 18.-

L'arrêté royal du 26 mars 1956 fixant le régime des allocations et primes dues à l'occasion des prestations aéronautiques du personnel des forces armées, modifié par l'arrêté royal du 5 avril 1957, est abrogé.

Article 19.-

Le présent arrêté produit ses effets le 1er janvier 1962".

+

\+ +

La rétroactivité attachée au projet par son article 20, n'est à l'abri de critique que dans la mesure où elle ne porte pas atteinte à des droits acquis.

Het ontwerp bepaalt het "stelsel der toelagen en premiën verschuldigd aan de militairen die deelnemen aan de luchtdienst van een der krijgsmachtdelen". De meeste bepalingen van het koninklijk besluit van 26 maart 1956, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 5 april 1957, worden erin overgenomen, maar dan met een aantal wijzigingen die noodzakelijk zijn geworden sedert er bij de zeemacht ook luchtpersoneel is en een nieuwe indeling van de betrekkingen in de categorieën van het varend personeel van luchtmacht en landmacht heeft plaatsgehad.

+

\+ +

Rechtsgrond voor het ontwerp zijn de artikelen 66, eerste lid, en 68 van de Grondwet.

Men leze het eerste lid van de aanhef derhalve als volgt :

"Gelet op de artikelen 66, eerste lid, en 68 van de Grondwet;".

+

\+ +

.../...

Het tweede lid van de aanhef verwijst naar het "koninklijk besluit van ... betreffende het varend personeel der krijgsmachtdelen".

Naar de door de Minister van Landsverdediging gemachtigde officier heeft verklaard, zal het onderhavig ontwerp aan de Koning ter ondertekening worden voorgelegd samen met het ontwerp- koninklijk besluit betreffende het varend personeel, waarover de Raad van State op 29 maart 1960 advies heeft gegeven (L.7071). Dat ontwerp-besluit is het waarop de aanhef doelt.

Deze verwijzing kan vervallen ; het koninklijk besluit betreffende het varend personeel der krijgsmachtdelen is hier immers geen rechtsgrond.

+

\+ +

Het ontwerp moet aan de Minister van Financiën voor akkoord worden voorgelegd krachtens artikel 6 van het koninklijk besluit van 5 oktober 1961 tot regeling van de administratieve en begrotingscontrole, en naar dat akkoord met zijn datum verwijzen krachtens artikel 24 van hetzelfde besluit.

+

\+ +

In het eerste hoofdstuk kan het opschrift van afdeling 1 beter als volgt worden gesteld : "Afdeling 1.- Algemene bepalingen".

+

\+ +

Artikel 2 van het ontwerp bepaalt :

"Artikel 2.-

Voor de toepassing van onderhavig hoofdstuk zijn de in beschouwing te nemen maanden en kwartalen, de maanden en kwartalen van het kalenderjaar".

Een zodanige bepaling lijkt ook toepassing te moeten vinden op het stelsel der premiën, waarover hoofdstuk II van het ontwerp handelt. Is dit inderdaad zo, dan zou artikel 2 vooraan in hoofdstuk III moeten staan. Artikel 1 kan dan buiten de afdeling worden geplaatst.

+

+ +

In hetzelfde hoofdstuk leze men als opschrift van afdeling 2 :

"Afdeling 2. Bepalingen toepasselijk op de leden van het varend personeel uit de actieve kaders".

In verscheidene artikelen wordt verwezen naar "tabel I gevoegd bij dit besluit". Bij het ontwerp ligt maar één tabel. Het nummer moet dus worden geschrapt in de artikelen 3, § 1 ; 9, eerste en tweede lid ; 10, eerste en tweede lid, en 13, § 1, eerste lid.

+

+ +

.../...

Artikel 3, § 2, zegt dat de in § 1 vastgesteld luchtvaarttoelagen worden vervangen door een "driemaandelijkse toelage met enig bedrag vastgesteld op 15.000 frank voor de leden van het gebrevetteerd varend personeel van de luchtmacht, die houder zijn van het hoger brevet van hun vliegspecialiteit". Wil men moeilijkheden bij de interpretatie voorkomen, dan zou het onderscheid tussen het gewoon en het hoger brevet moeten worden aangegeven in het ministerieel besluit dat zal worden vastgesteld ter uitvoering van het koninklijk besluit betreffende het varend personeel der krijgsmachtdelen (L.7071) ; voor zover de Raad van State bekend is, maakt het ontwerp-ministerieel besluit ter uitvoering van dat koninklijk besluit (zie advies L.7072 van 29 maart 1960) dit onderscheid niet.

\+

\+ \+

Artikel 3, § 3, van het ontwerp bepaalt :

"§ 3. Wanneer in de loop van een kwartaal de in paragrafen een en twee bedoelde begunstigden de vereiste prestaties niet geheel hebben kunnen verrichten, mogen de belanghebbenden aanspraak maken op een derde of op de twee derden van de driemaandelijkse toelage naargelang zij minstens drie of zes vlieguren hebben volbracht".

Opdat de bedoeling van de Regering duidelijk tot uiting komt, stelle men deze paragraaf als volgt :

.../...

§§ 3. Wanneer de in § 1 en de in § 2 bedoelde militairen in de loop van een kwartaal het vereiste aantal vlieguren niet hebben bereikt, wordt hun een derd of twee derde van de driemaandelijkse toelage verleend naargelang zij ten minste drie of zes vlieguren hebben volbracht".

+

\+ +

De artikelen 4 en 5 regelen een zelfde zaak ; voorgesteld wordt, er één artikel van te maken, als volgt :

"Artikel 4.-

§ 1. Voor militairen van het gebrevetteerd varend personeel of van het tijdelijk varend personeel, die tot een van die categorieën worden toegelaten of ophouden ertoe te behoren op een andere datum dan de eerste dag van een kwartaal, wordt, voor het kwartaal waarin zij toegelaten worden of uittreden, het recht op de toelage of op een deel ervan als volgt bepaald :

1° wanneer het kwartaalgedeelte twee maanden en een gedeelte van een maand omvat, wordt toelage in haar geheel toegekend mits de militair tijdens die periode ten minste negen vlieguren heeft volbracht; heeft hij die prestatie niet vervuld, dan wordt hem twee derde of een derde van de toelage toegekend, naargelang hij ten minste zes of drie vlieguren heeft volbracht ;

.../..

2° wanneer het kwartaalgedeelte twee maanden dan wel een maand en een gedeelte van een maand omvat, wordt twee derde van de toelage toegekend mits de militair in die periode ten minste zes vlieguren heeft volbracht ; heeft hij die prestatie niet vervuld, dan wordt hem een derde van de toelage toegekend mits hij ten minste drie vlieguren heeft volbracht ;

3° wanneer het kwartaalgedeelte een maand of een gedeelte van een maand omvat, wordt het derde van de toelage toegekend mits de militair in die periode ten minste drie vlieguren heeft volbracht.

§ 2. In geval van overgang van de categorie lerend-varend personeel naar de categorie gebrevetteerd varend personeel of tijdelijk varend personeel op een andere datum dan de eerste dag van een maand, worden de vlieguren die het lid van het lerend-varend personeel heeft volbracht in de loop van de maand waarin de overgang plaatsheeft, in aanmerking genomen voor de toepassing van § 1.

§ 3. In geval van overgang van de categorie gebrevetteerd varend personeel naar de categorie tijdelijk varend personeel, of omgekeerd, op een andere datum dan de eerste dag van een kwartaal, worden alle volbrachte luchtvaartprestaties geacht door een lid van het gebrevetteerd varend personeel verricht te zijn voor de berekening van de toelage die verschuldigd is voor het kwartaal waarin de verandering van categorie plaatsheeft ".

+

+ +

.../...

Aangezien artikel 5 wordt opgenomen in artikel 4, dienen de overige artikelen te worden vernummerd.

Artikel 6, § 2, van het ontwerp kan beter worden gelezen als volgt :

"§ 2. Wanneer militairen tot de categorie lerend-varend personeel worden toegelaten of ophouden ertoe te behoren zonder over te gaan naar een andere categorie van het varend personeel, op een andere dag dan de eerste van de maand, wordt de in § 1 bepaalde toelage hun verleend voor de maand waarin zij worden toegelaten of uittreden, mits zij de in die paragraaf voorgeschreven vlieguren hebben volbracht".

\+

\+ \+

Artikel 7 van het ontwerp kan beter worden gelezen als volgt :

"Artikel 6.-

§ 1. De luchtvaarttoelagen worden aan militairen toegekend voor de periodes waarover zij, in werkelijke dienst, recht hebben op volle wedde ; in voorkomend geval worden zij per dag afgerekend.

.../...

§ 2. Toelagen aan een lid van het varend personeel der actieve kaders dat in zijn categorie geschorst wordt tijdens de periode waarover het recht op luchtvaarttoelagen wordt vastgesteld, worden naar evenredigheid van de duur van de schorsing verminderd.

§ 3. Voor de toepassing van dit artikel worden alle maanden voor dertig dagen geteld".

+

+ +

Artikel 8 van het ontwerp bepaalt :

"Artikel 8.-

De Minister van Landsverdediging mag het genot van de bij onderhavige afdeling voorziene luchtvaarttoelagen behouden voor de leden van het actief varend personeel die, wegens behoorlijk gerechtvaardigde dienstredenen of wegens tijdelijke lichamelijke ongeschiktheid voor de luchtdienst voortvloeiende uit een regelmatig gemachtigde luchtvaartprestatie, de vereiste prestaties niet hebben kunnen volbrengen".

Een zodanige bepaling voert twee nieuwigheden in. Zij verruimt allereerst de bevoegdheid van de Minister, die volgens de thans geldende regeling het voordeel van de toelagen alleen kan uitbreiden tot de

.../...

leden van het varend personeel die, ten gevolge van een regelmatig opgedragen luchtvaartprestatie, lichamelijk ongeschikt voor de luchtvaartdienst zijn geworden (koninklijk besluit van 26 maart 1956, artikel 1, derde lid, dat een herhaling was van een soortgelijke bepaling van het besluit van de Regent van 2 mei 1950, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 6 juni 1952, artikel 2) ; krachtens het ontwerp kan de Minister het voordeel van de toelagen ook uitbreiden tot de leden van het varend personeel die de vereiste prestaties niet hebben kunnen volbrengen om "behoorlijk gerechtvaardigde dienstredenen".

Voorts maakt artikel 8 van het ontwerp een eind aan de bemoeiing van de inspecteur van financiën, die krachtens de hiervorengenoemde bepalingen gunstig moest hebben geadviseerd, wilde de beslissing, toelagen te verlenen aan leden van het varend personeel die de vereiste prestaties niet hadden volbracht, genomen kunnen worden.

+

+ +

In hetzelfde hoofdstuk kan het opschrift van afdeling 3 beter als volgt worden gelezen :

"Afdeling 3. Bepalingen toepasselijk op de leden van het varend personeel uit de reservekaders".

+

+ +

.../...

Artikel 9, eerste lid, bepaalt :

"De dagelijkse luchtvaarttoelagen vastgesteld in tabel I gevoegd bij dit besluit, worden aan het reserve-varend personeel van ieder der krijgsmachtdelen toegekend voor iedere dag tijdens welke zij ten minste een bevolen luchtprestatie verrichten".

Naar de gemachtigde officier heeft verklaard, is de toelage verschuldigd, niet alleen voor prestaties die in een Belgische eenheid of formatie worden volbracht, maar ook, zoals artikel 3 voor het gebrevetteerd en tijdelijk personeel en artikel 6 voor het lerend personeel bepalen, voor prestaties die in een vreemde luchtvaarteenheid of -formatie worden volbracht.

Om deze bedoeling tot uiting te brengen, stelle men artikel 9 van het ontwerp als volgt :

"Artikel 8.-

De dagelijkse luchtvaartprestaties, vastgesteld in de bij dit besluit gevoegde tabel, worden aan de leden van het varend personeel uit de reservekaders van ieder krijgsmachtdeel toegekend voor iedere dag waarop zij ten minste één bevolen luchtvaartprestatie volbrengen in een Belgische dan wel in een vreemde luchtvaarteenheid of -formatie".

\+

\+ \+

.../...

Het opschrift van hoofdstuk II kan beter als volgt worden gelezen :

"Hoofdstuk II. - Luchtvaartpremiën toegekend aan de leden van het varend personeel van de luchtmacht".

\+

\+ \+

De inleidende volzin van artikel 13, § 2, van het ontwerp kan als volgt worden gelezen :

"De premie voor luchtvaartloopbaan is verschuldigd : ...".

Het tweede lid van artikel 13, § 2, van het ontwerp hoeft geen afzonderlijke alinéa te zijn, maar moet onmiddellijk aansluiten op 2° van het eerste.

Bovendien kan het beter als volgt worden gelezen :

"Eindigt de periode van vijftien jaar op een andere dag dan de laatste dag van een kwartaal, dan wordt het gedeelte van de loopbaanpremie, verschuldigd voor het gedeelte van het kwartaal waarin de periode van vijftien jaar ten einde loopt, vastgesteld zoals voorgeschreven in artikel 4".

\+

\+ \+

.../...

Het opschrift van afdeling 3 van hoofdstuk II kan als volgt worden gelezen :

"Afdeling 3. Bijzondere premie voor de leden van het varend personeel uit de reservekaders van de luchtmacht".

+

+ +

Artikel 16, § 3, van het ontwerp leze men als volgt :

"§ 3. De aanvangsdatum van de in aanmerking te nemen periode van vijftien jaren wordt op dezelfde wijze vastgesteld als bepaald is in artikel 12, § 1, tweede lid.

Voor de vaststelling van de periode van vijftien jaren komen in aanmerking de perioden, die op de in dit artikel bedoelde speciale premie aanspraak hebben gegeven, en de perioden waarover de premie voor loopbaan bij de luchtvaart aan de leden van het gebrevetteerd varend personeel is uitbetaald".

+

+ +

Artikel 17, § 2, van het ontwerp bepaalt :

"§ 2. De periode van vijftien jaar gedurende dewelke de leden van het reserve-varend personeel van de luchtmacht op de bijzondere driemaandelijke premie aanspraak kunnen maken, kan verlengd worden met het aantal maanden gedurende dewelke zij er wegens de oorlogstijd geen recht op konden hebben.

.../...

De Minister van Landsverdediging bepaalt de tijd die inzake toekenning van bedoelde premie als oorlo tijd moet worden beschouwd".

De bepaling in het eerste lid van die paragraaf : dat de periode "kan verlengd worden", schijnt de Minister de bevoegdheid te laten om te beslissen wanneer al dan niet zal worden verlengd. Dit schijnt echter niet de bedoeling te zijn van de Regering, die immers, in een soortgelijke bepaling betreffende het beroepspersoneel, bepaald heeft dat de periode wordt verlengd buiten enige beoordeling vanwege de Minister om (artikel 13, § 3).

In artikel 17, § 2, eerste lid, ware "kan verlengd worden" dus te vervangen door "wordt verlengd".

\+

\+ \+

Volgens de regelen van de wetgevingstechniek moet de opheffingsbepaling vóór de overgangsbepaling komen. De artikelen 18 en 19 van het ontwerp moeten dus van plaats verwisselen.

\+

\+ \+

.../...

Aangezien het ontwerp-besluit tot 1 januari 196 zal terugwerken, ware het begin van artikel 18 van het ontwerp als volgt te lezen :

"Over de periode van 1 januari 1959 tot 31 december 1961 is het stelsel van luchtvaarttoelagen, zoals dit bij het koninklijk besluit van 26 maart 1956 is bepaald voor het lerend-varend personeel vliegtuigbestuurders en vliegtuigbestuurders-waarnemers en voor het gebrevetteerd varend personeel vliegtuigbestuurders en vliegtuigbestuurders-waarnemers van de lichte vliegdienst der landmacht, toepasselijk op het lerend-varend luchtpersoneel en op het gebrevetteerd varend luchtpersoneel van de zeemacht".

\+

\+ \+

De artikelen 19 en 20 van het ontwerp leze men als volgt :

"<u>Artikel 18.-</u>

Het koninklijk besluit van 26 maart 1956 tot vaststelling van het stelsel der toelagen en premiën voor luchtvaartprestaties van het personeel der krijgsmacht verschuldigd, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 5 april 1957, wordt opgeheven.

.../...

Artikel 19.-

Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 1962".

+

+ + +

De in artikel 20 van het ontwerp voorgestelde terugwerking is slechts veilig in zover daardoor geen afbreuk aan verkregen rechten wordt gedaan.

La chambre était composée de

Messieurs : J. SUETENS, premier président,
de Heren : eerste-voorzitter,

L. MOUREAU, conseillers d'Etat,
G. HOLOYE, raadsheren van State,

A. BERNARD, assesseurs de la section de législation,
Ch. VAN REEPINGHEN, bijzitters van de afdeling wetgeving,

C. ROUSSEAUX, greffier adjoint, greffier.
adjunct-griffier, griffier.

De kamer was samengesteld uit

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J. SUETENS.

Le rapport a été présenté par M. F. REMION, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J. SUETENS.

Het verslag werd uitgebracht door de H. F. REMION, auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s) C. ROUSSEAUX.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s) J. SUETENS.